Non à la suppression des postes de ZIL en Seine et Marne



Nous sommes tous concernés!

Supprimer 189 postes de ZIL, soit 64 % des effectifs, en Seine et Marne est irrecevable et sera inefficient.

Contraindre 189 personnes à participer au mouvement 6 jours avant son ouverture avec comme seul choix de devenir Brigade Départementale est humainement irrecevable.

De plus, cette décision sera lourde de conséquences en ce qui concerne les congés courts ou inopinés. Il est fort à parier qu'ils ne seront plus couverts.

Cette décision n'est fondée sur aucun travail sérieux en amont, aucune concertation tant avec les personnels enseignants que les personnels administratifs et personne ne peut croire sérieusement que cette transformation conjuguée à l'ouverture d'une dizaine de postes (pour environ 8000 PE) pourra valablement mettre fin aux problèmes de remplacement récurrents dans notre département très étendu, comprenant de nombreuses classes isolées.

Comment croire en effet, qu'un service de remplacement piloté depuis Melun sera plus efficace qu'une gestion locale, quand bien même ce service serait pourvu d'une « messagerie dédiée » ?

Comment croire que 5 personnes gérant 531 personnes depuis Melun seront plus efficaces que 25 secrétaires de circonscription gérant chacun-e-s 10 à 14 personnels ?

Le problème du remplacement en Seine-et-Marne est la conséquence directe du manque de moyens alloués au département depuis de nombreuses années.

C'est pourquoi le SNUipp-FSU77 continue de revendiquer un plan de rattrapage pour la Seine et Marne!

Parce que nous sommes tous concernés, nous demandons l'abandon de cette mesure et la création du nombre de postes de ZIL nécessaires au bon fonctionnement du service public d'éducation seine et marnais.

Nom	Prénom	Qualité	Commune	Signature